



# ASSOCIATION LOIRE VIVANTE

Nièvre – Allier – Cher

4, route de la Répinerie

58160 Beard

Tel : 03 86 50 12 96

Fax : 03 86 50 15 52

Courriel : [loirevivante.nac@rivernet.org](mailto:loirevivante.nac@rivernet.org)

[www.nature-environnement58.info](http://www.nature-environnement58.info)

## Inf'eau

Bulletin n° 53 - Avril 2014

# AGRICULTURE

## cap sur l'agro-écologie ou sur l'intensification écologique ?

**L'Assemblée nationale a adopté en janvier en première lecture un projet de loi sur «l'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt» (LAAF), il sera soumis au Sénat en avril.**

Une nouvelle loi d'orientation donc pour une agriculture française une fois de plus à la croisée des chemins et qui entend la conduire sur la voie exigeante de l'**agro-écologie** pour selon Stéphane Lefoll «*préserver les ressources naturelles et accompagner les exploitations dans leur transition écologique pour qu'elles soient plus économes en intrants ou en énergie et aussi plus compétitives et faire de la France le leader européen de l'agroécologie*».

### **Une évolution inquiétante**

Au cours de ces dernières années, **200 fermes disparaissent chaque semaine** en France (3% par an) au profit des grosses exploitations qui profitent de la libération de terres agricoles pour produire toujours plus. Une course aux rendements qui conduit au démantèlement de notre agriculture paysanne, à l'effondrement de la vie rurale, à un nombre croissant d'exploitations en grave difficulté (les éleveurs notamment) économique qui conduit certains au désespoir ; tous les deux jours, on déplore le suicide d'un agriculteur (étude de l'institut national de veille sanitaire – années 2007, 2008, 2009).

L'agriculture française a perdu 160.000 paysans entre 2000 et 2010, soit 21% de la population active. 25% en Bourgogne où la surface moyenne des exploitations est de 87 ha (en progression de 20 ha par rapport à 2000) alors que la moyenne française est de 55 ha.

Dans ce contexte, les jeunes ont beaucoup de mal à s'établir et les agriculteurs qui partent en retraite n'ont pas de successeurs. Leurs terres partent à l'agrandissement.

**Sans le maintien de petites et moyennes fermes en mesure d'assurer la durabilité économique et sociale de notre modèle agricole, de fournir à la société des produits de qualité, de préserver le potentiel de développement des générations futures par des pratiques respectueuses de l'environnement et de ses ressources, notre agriculture n'a pas d'avenir.**

La FNSEA n'en n'est pas là. Elle a fait savoir que «*le sujet du moment n'était pas l'agroécologie mais comment on redresse l'agriculture française*». Elle reste ancrée dans la vision passéiste de l'agriculteur-industriel producteur de quantité, soumis inexorablement à la course aux hectares et aux rendements, à l'impératif de compétitivité pour continuer à vendre sur les marchés mondiaux et voué à l'exportation pour nourrir le monde ! On rappellera le forcing de ce même syndicat depuis des années pour une «pause» dans les mesures environnementales pour faire place à la compétitivité ! Demande qui avait été relayée au salon de l'agriculture de 2010 par le président de la République d'alors, par un impératif «*l'environnement ça commence à bien faire*».

L'agriculture productiviste joue un rôle majeur dans la dégradation de l'environnement, des ressources en eau, de la pollution de l'air, de la perte en biodiversité et en fertilité des sols. Elle porte en elle-même les germes de sa propre destruction !

C'est une agriculture qui atteint ses limites. Les rendements ne progressent plus. Les coûts en intrants, en

énergie, en produits vétérinaires et phytosanitaires, eux, sont en constante augmentation.

### **impasse sociale, économique, environnementale**

Elle ne répond pas à la préoccupation de plus en plus grande des français pour leur santé (qualité des produits, pollutions de l'eau, de l'air...).

Ni au problème alimentaire dans le monde contrairement à ce qu'elle soutient et comme l'ont montré les émeutes de la faim de 2008 dans plusieurs pays en voie de développement dues à une augmentation sans précédent des prix (blé, riz, soja, maïs) en raison de mauvaises récoltes, de l'urbanisation des populations pauvres, du développement des agro-carburants, de la spéculation sur les biens alimentaires.

Un milliard d'êtres humains souffrent de sous-nutrition chronique et trois autres milliards de malnutrition. Parmi eux, la moitié sont des agriculteurs et des ouvriers agricoles qui subissent les exportations des surplus à très bas prix de notre agriculture industrielle subventionnée qui les empêchent de vendre localement leurs produits.

**Faut-il rappeler qu'en Europe 65% de la production végétale vont vers l'alimentation animale** et qu'on assiste à l'augmentation des agro-carburants qui induit un accaparement des terres pour abreuver nos voitures (éthanol, agrodiesel). Que les élevages hors sol sont nourris à base d'aliments concentrés dont la matière première est importée du Brésil et contribuent à la déforestation, à la pauvreté et à la fragilité alimentaire des populations.

Et cet autre scandale dans nos pays dits développés le colossal gaspillage de denrées alimentaires saines (89 millions de tonnes dans l'Union Européenne soit 179 kg/habitant par an).

Changer ce modèle pour aller vers d'autres voies plus écologiques, plus équitables, qui prennent en compte tout à la fois les enjeux d'autonomie alimentaire, énergétiques et climatiques est plus que jamais indispensable. L'agroécologie qui s'inscrit dans ce débat sur l'iniquité et la non durabilité de nos systèmes agroalimentaires et les choix à faire pour l'avenir, est l'une d'elle.

### **un nouvel habillage**

Notre ministre de l'agriculture a fait de «l'agro-écologie» le porte-étendard de son projet de loi sur l'avenir de l'agriculture française et n'a pas lésiné des mois durant sur la «com» pour la populariser et annoncer un nouveau modèle agricole. Les brillants résultats du Grenelle de l'environnement qui devait sauver la planète nous ont appris la prudence face aux logorrhées environnementales de nos ministres, et à la puissance des lobbies !

De plus le message du ministre sur l'agro-écologie se téléscopait avec un autre concept en vogue «**l'agriculture écologiquement intensive**» (AEI) qui permettrait de produire plus tout en respectant l'environnement. Paravent de l'agriculture industrielle, l'AEI pourrait bien être également le paravent de «l'agro-écologie» sauce S. Lefoll !

### **Qu'est ce que l'agro-écologie, ses fondements**

L'agro-écologie n'est pas une nouveauté ! Le mot apparaît en 1930. Mais elle n'est réfléchie, pensée et mise en pratique qu'à la fin des années 1970 particulièrement en Amérique latine. Deux raisons l'expliquent : elle a été pour les américains un terrain d'expérimentation de l'agriculture intensive à haute dose et, par ailleurs, existait un très important mouvement indien aux fortes traditions, conscient des dégâts que provoquait cette agriculture industrielle et de la nécessité d'une alternative à ce modèle. L'agro-écologie sera le point d'appui du mouvement de résistance des paysans sans terre (1984) au Brésil pour la défense d'une agriculture familiale paysanne préservant la souveraineté alimentaire et la biodiversité.

En 1993 naîtra «la Via Campesina» mouvement international qui rassemble aujourd'hui près de 200 millions de paysans pour défendre l'agriculture de petits et moyens producteurs du Nord et du Sud considérés comme en mesure de nourrir de façon durable leurs communautés et la planète. En sont membres en France, la Confédération paysanne et le MODEF (mouvement de défense des exploitants familiaux).

L'agro-écologie peut être définie, au sens étroit, comme l'application des concepts de l'écologie à l'agriculture. Dans un sens plus global on peut dire que l'agro-écologie resitue l'agriculture dans toutes ses dimensions, écologique, économique et sociale.

Elle repose sur trois grandes idées :

- La notion d'agro-écosystème : en référence à la notion d'écosystèmes, fondement de l'écologie c'est-à-dire un ensemble d'équilibres naturels entre différentes forces et matières. Il y a agro-écosystème lorsque l'homme intervient dans un écosystème (culture, travail du bois ...).

- La seconde idée c'est qu'un agro-écosystème n'est pas seulement un système biologique, il a une donnée sociale. Il y a coévolution entre les hommes qui vivent dans un agro-écosystème et cet agro-écosystème, entre la nature et les êtres humains. On constate qu'il y a des périodes de l'Histoire où les hommes ont su, par leur travail, respecter cet équilibre. Aujourd'hui, il paraît évident qu'avec l'agriculture industrielle les hommes sont en train de détruire les équilibres naturels et les possibilités de renouvellement de l'agro-écosystème.

L'agro-écologie va donc s'intéresser aux modes de travail et d'organisation, aux pratiques qui vont permettre de pérenniser le système et les gens qui y vivent.

- Enfin, l'agro-écologie considère que, dans l'Histoire, c'est l'agriculture traditionnelle qui a su le mieux pérenniser ce système. Elle va donc s'intéresser plus particulièrement aux savoirs et savoirs faire paysans qui vont être mis à parité avec l'évolution des systèmes scientifiques.

- L'agro-écologie n'est pas un modèle abouti, c'est une démarche.

Sur le plan de la réflexion, elle analyse le système alimentaire dans sa globalité et son contexte (production, distribution, consommation, système des échanges,

organisations internationales, pouvoirs politiques). Interdisciplinaire, elle fait appel à l'agronomie, à l'écologie, aux sciences sociales (géographie, histoire, sociologie, économie ...).

- La place reconnue au paysan est une véritable révolution de la pensée quant à la vision linéaire du progrès scientifique qui irait vers le toujours mieux et qui a fait pendant très longtemps du savoir paysan quelque chose de dépassé.

- Sur le plan des principes agronomiques et écologiques, le but de l'agro-écologie est de diminuer au maximum la dépendance aux intrants chimiques et énergétiques. Cela passe par une série de systèmes, recyclage des nutriments, substitution des intrants extérieurs, amélioration de la fertilité biologique des sols, rotation des cultures, diversification des espèces (donc incompatible avec la monoculture de l'agriculture intensive), polyculture, intégration culture-élevage (gestion de l'azote au niveau de l'exploitation), contrôle naturel des insectes et maladies, utilisation des semences et races vernaculaires, recours aux énergies renouvelables. Elle cherche à optimiser des interactions au sein de l'agro-écosystème. En agro-écologie on n'étudie pas la productivité d'un élément mais celle de l'ensemble de l'agro-écosystème, à l'opposé de l'agriculture industrielle qui fait des rendements d'un produit (maïs, blé ...) le critère de la «bonne» rentabilité.

L'agro-écologie n'est pas un catalogue de recettes applicables partout. Ses techniques n'ont un sens que si elles s'ancrent dans une histoire, un territoire, une communauté humaine. Elle est à l'opposé de la vision des sciences agronomiques qui pensent qu'il existe des règles universelles valables n'importe où. Ce principe étant respecté l'agro-écologie ne refuse rien : permaculture, biodynamie, agriculture biologique, agroforesterie ... en font partie. L'agroécologie est à l'opposé de l'agriculture industrielle, elle réfute ce modèle technologique de l'agriculture («la nature n'est pas la technique»), elle privilégie le progrès reposant sur le savoir faire.

L'agro-écologie encore minoritaire trouve de plus en plus d'écho sur les scènes nationales et internationales très récemment notamment à travers le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, pour qui elle représente la seule solution à la malnutrition, à la pauvreté rurale, à l'adaptation au changement climatique et à la perte de biodiversité (cf le film de **Marie Monique Robin «Les moissons du futur : comment l'agro-écologie peut nourrir le monde»**).

Depuis une vingtaine d'années les mouvements paysans s'invitent au banquet de la mondialisation et ont décidé dans les années 2000 que l'agro-écologie allait être leur démarche agricole. Le clivage Nord Sud n'a plus de sens aujourd'hui. Ils partagent et défendent une série d'intérêts communs. Le but des luttes est la récupération par les paysans de leurs autonomies perdues au niveau des savoirs, des marchés, de leur propre organisation et financière. Elles recourent plusieurs axes de travail :

- l'agriculture paysanne durable
- la terre et l'eau contre l'accaparement par des forces extérieures à l'agriculture (réforme agraire)
- la biodiversité (lutte contre les OGM et dans ce domaine la France est encore pionnière), maintien de réseaux de semences de ferme dans le monde entier, droit de propriété sur la production à la ferme (semences, animaux, préparations naturelles)
- la récupération des savoirs et savoirs faire par la mise en place d'expérimentation, d'écoles, d'une collaboration avec les chercheurs
- en matière d'inégalité des échanges les circuits courts, la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des peuples de produire leur alimentation selon leurs pratiques propres
- la défense des jeunes paysans, des travailleurs migrants, de la prolétarisation des paysans ...

Ces revendications ne sont pas corporatives. Elles interpellent nos sociétés sur la place qu'elles donnent à l'agriculture, à la biodiversité, à l'emploi, aux relations villes/campagnes, à la nourriture. Ce qui fait de l'agro-écologie un mouvement politique et un outil de transformation sociale.

### **Qu'est ce que «l'agriculture écologiquement intensive» (AEI), ses fondements**

Selon des propos de certains prévisionnistes repris en chœur par des chercheurs, des agriculteurs, des industriels, des décideurs, avec ses 9 milliards de terriens en 2050 notre planète ne pourra plus nous nourrir. Ce thème a fait, en France, l'objet de dizaines d'ouvrages. Parmi les solutions retenues pour répondre à ce problème de la faim qui deviendrait donc global, figure en première place l'augmentation de la production agricole.

Mais un autre risque nous menace, le risque environnemental. Il faut donc produire plus mais si possible plus proprement pour garder la planète en bon état et aussi pour des questions de santé.

La seule agriculture en mesure de répondre à ces deux problématiques serait l'**agriculture écologiquement intensive** qui permettrait d'augmenter la production tout en préservant les écosystèmes. Etant entendu une bonne fois pour toute que l'agriculture biologique ne répondrait pas au risque alimentaire sous ses «formes actuelles» car *«les rendements sont insuffisants pour faire face aux immenses besoins à venir»* (position à rapprocher de celle de la FAO qui a présenté dans une conférence en 2007 l'agriculture biologique comme performante pour faire face au défi de la sécurité alimentaire mondiale et appelé les Etats à l'intégrer dans leurs priorités ...).

Tels sont les propos résumés de l'agronome, économiste, directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche, ex directeur du CIRAD, Michel Griffon, qui s'est fait le promoteur de l'agriculture écologiquement intensive qu'il présente comme la transition de l'agriculture productiviste vers une agriculture du 21ème siècle, abondante, moins coûteuse en énergies fossiles, moins polluante,

plus économe en phosphate (engrais azotés) en phyto-sanitaires, en eau tout en assurant des «rendements plus élevés». Et comme incontournable ... en raison de la croissance de la population mondiale, mais aussi de la diminution des surfaces agricoles et pour assurer un revenu suffisant pour les petites et moyennes exploitations. L'orientation vers cette agriculture a été mis en avant lors du «Grenelle de l'environnement». Par ailleurs, M. Griffon a monté une association internationale ([www.aei.asso.org](http://www.aei.asso.org)) qu'il préside. A ses côtés, la vice présidente de la FNSEA, C. Lambert, prêtresse par ailleurs du réseau FARRE et de son agriculture raisonnée, des administrateurs de coopératives des agriculteurs, une flopée d'ingénieurs agronomes, des industriels, des élus ... L'association est sponsorisée par des entreprises d'agrofourmure, de la grande distribution et du secteur bancaire.

### **une organisation bien ficelée un fourre-tout pour ratisser large**

Cette agriculture dénommée «écologiquement intensive» parce qu'elle entend tirer au maximum profit des services rendus par la nature autrement dire gérer technocratiquement les ressources naturelles, ratisse large et se réclame de références multiples : production intégrée, agriculture raisonnée, dont elle est une suite et une amplification, agriculture de précision, agriculture biologique, agriculture paysanne, ... Bref un fourre-tout qui mêle pratiques de l'agriculture intensive (intrants, OGM) tout en se réclamant des pratiques de l'agro-écologie. Plus ou moins perverties, tel le cas du non labour-semis direct, appliqué par nombre d'intensifs pour protéger la fertilité du sol et ses organismes vivants et qui est suivi au printemps d'un arrosage intempestif d'herbicide à base de glyphosate pour détruire les adventives et de l'usage de semences enrobées d'insecticides ...

Pour l'AEI, l'agriculture de demain ne serait au final qu'un simple problème de méthodes et de technologies tournées d'abord vers les rendements même si elle défend par ailleurs une plus grande durabilité dans les pratiques. Elle est simplement une continuation du modèle existant. Devant répondre à une demande d'approvisionnement dans le monde entier, elle reste une agriculture intensive

toujours tournée vers l'exportation, la «modernité» et «l'innovation technologique», les deux mots chéris de l'agriculture industrielle qui se retrouvent évidemment dans le recours à la biotechnologie à côté de la haute technologie, informatique embarquée (guidage des machines par satellites ...), robots de traite, sondes hydriques pour l'irrigation, plancher béton chauffant pour les élevages, drones pour la surveillance des cultures ... Autant dire que l'AEI n'est pas à la portée de n'importe quel agriculteur et qu'elle intéresse vivement les multinationales de l'agrobusiness à l'affût de toute nouvelle opportunité pour faire des bénéfices.

Parmi les solutions futuristes de M. Griffon, l'amélioration génétique des plantes et animaux, le contrôle des maladies et ravageurs grâce à l'invention de nouvelles molécules pesticides imitant des molécules naturelles pour une production industrielle. Il est dit également que le machinisme agricole devra s'adapter à ces pratiques culturelles nouvelles. Tout cela demandera un financement public important et un gros effort de la recherche, pour proposer aux agriculteurs une gamme étendue de solutions ...

### **AEI : une fuite en «avant» ?**

L'AEI apparaît donc comme une nouvelle fuite en avant technicienne au service des grandes exploitations, noyée par ses promoteurs dans une vision de l'agriculture de demain romantique «nouveau modèle», «agriculture heureuse», «en mesure de rendre des services à la société» ... (une notion qui était déjà inscrite dans la loi de modernisation de 1999). Ce discours est susceptible de séduire un certain monde agricole qui verrait là la reconnaissance de ses compétences pour gérer la nature.

La Coopérative Terrena, empire de l'agroalimentaire (poulet Douce France, beurre et lait paysan breton, yaourts Mamie Nova, baguette festival ... magasins Gamm Vert, 11.000 salariés) qui relève chaque jour le défi de l'innovation ... et se réclame de l'agriculture écologiquement intensive, vient de sortir son premier lapin estampillé «nouvelle agriculture», la marque qu'elle vient de lancer (il y a une cahier des charges). Vendu dans 70 magasins U avec photo de l'éleveur sur l'étiquette ... garanti

# **LOIRE VIVANTE NIEVRE - ALLIER - CHER**

*J'adhère, j'agis*

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

e-mail : .....

**Adhésion : 20 euros Membre bienfaiteur : à partir de 50 Euros**

**Adresser votre cotisation à : Loire Vivante Nièvre - Allier - Cher (LVNAC) - 4, rue Répinerie - 58160 BÉARD**

*Association loi 1901 agréée Protection de l'Environnement*

sans OGM (<0,9%), nourri «essentiellement» aux céréales produites localement, du lin, luzerne sans soja, pas d'antibiotiques sauf ... si l'animal est malade ... auquel cas il ne sera pas commercialisé sous la marque. Le projet est d'étendre «la nouvelle agriculture» aux porcs, à la volaille et aux bovins.

### **une ambiguïté voulue qui cache la réalité**

«L'agro-écologie» de notre ministre de l'agriculture s'inscrit indéniablement dans cette «agriculture écologique-intensive». En témoignent ses nombreuses interviews, la conférence nationale intitulée «Agricultures : produisons autrement», plus, mieux avec moins. Le rapport sur l'agro-écologie commandé à Marion Guillou (ex-présidente de l'INRA) qui donne des «pistes» de pratiques pour aller vers «des agricultures doublement performantes, permettant de concilier compétitivité et respect de l'environnement», la définition à minima de l'agro-écologie inscrite dans le projet de loi qui fait l'impasse totale sur le volet social.

Sans oublier des décisions qui s'inscrivent mal dans le grand projet agroécologique français. A titre d'exemple :

► suppression, depuis janvier 2014, des études d'impacts sur l'environnement et de l'enquête publique pour les porcheries jusqu'à 2.000 animaux au lieu de 450 jusqu'à maintenant (le régime des volailles devrait suivre) alors que la France vient d'être condamnée pour non respect de la directive Nitrates)

► non respect de l'engagement de la France de diminuer de 50% l'usage des pesticides en 2018

► au cours d'une émission RTL, porte entrouverte aux OGM deuxième génération, plantes résistantes aux sécheresses, tolérantes aux basses températures ...

► projet, à l'horizon 2020, de développer plus de 1.000 méthanisateurs à la ferme (**90 actuellement**) pour gérer les excédents d'azote minéral et apporter un revenu supplémentaire aux éleveurs avec la production d'électricité. Les associations environnementales se sont inquiétées d'une dérive possible vers une méthanisation intensive, à l'exemple de l'Allemagne où de grosses unités nécessitent des milliers d'hectares de maïs pour les alimenter. Un bon exemple d'industrialisation, la ferme usine des «mille vaches» dans la Somme, lancée par un industriel du BTP dont le but est de produire des déjections pour faire tourner une unité de méthanisation, faire de l'électricité et profiter des subventions. On atteint là le sommet de l'industrialisation de l'agriculture, travail dévalorisé des salariés, traitement des animaux qui deviennent des sous produits pour faire de l'électricité, alimentation à base d'aliments concentrés, consommation colossale d'eau, pollutions (épandage du digestat de la méthanisation nitrates, résidus de médicaments), circulation des camions.

► objectif de conversion en agriculture biologique : 8% de la surface agricole d'ici 2017 (on est à environ 4%) très éloigné des 20% en 2020 de la loi du Grenelle. S. Lefoll a expliqué avoir choisi l'agroécologie plutôt que la bio

«je peux ainsi maintenir les mêmes niveaux de production et de rendement en France, ce qui n'est pas le cas de l'agriculture biologique». Il est totalement en phase avec les conclusions d'une récente étude de l'INRA «analyse des performances de l'agriculture biologique» qui a fait scandale, y compris au sein de cet organisme, par son manque de rigueur scientifique et ses insuffisances qui affirment que «les performances productives sont moindres en agriculture biologique». L'INRA, par ailleurs, préconise pour développer l'AB, un relâchement des contraintes et d'autoriser l'usage des pesticides de synthèse tout en annonçant que l'agroécologie serait son axe prioritaire de recherche pour les années à venir ! Manifestement pour cet institut, l'AB n'en fait pas partie !

**En conclusion provisoire, on est dans l'incapacité d'évaluer à quoi va aboutir le chantier lancé par le ministre de l'agriculture, dépourvu à ce jour d'objectifs clairs et chiffrés. Nous sommes dans une idéologie du progrès et du développement qui considère l'agriculture comme secondaire et appartenant au passé, à remplacer par une agriculture industrielle. Il n'y a donc rien à attendre des politiques. Il existe en France une agro-écologie paysanne. C'est à nous de la supporter et de créer avec les paysans engagés dans cette démarche des rapports de force qui obligent nos dirigeants à mettre en oeuvre toutes les conditions de son développement.**

Face à l'opération de récupération de l'agro-écologie par l'agriculture industrielle, vient de se créer un collectif «pour une agro-écologie paysanne» qui rassemble la Confédération Paysanne, Nature et Progrès, Amis de la terre, Terre et Humanisme, Réseau de l'agriculture paysanne-FADEAR, Réseau semences paysannes, AMAP.

La réforme agraire doit s'appliquer en France, il est totalement anormal que les meilleures terres soient utilisées par des gens qui les détruisent et qui reçoivent les primes les plus grosses parce que liées à l'importance des surfaces. Comme il n'est plus acceptable que les gens n'aient pas leur mot à dire sur ce qui se fait sur leur territoire (cf Notre-Dame-des-Landes), de même pour les consommateurs s'agissant de la qualité de leur nourriture. Le changement de notre modèle agricole passera par là. Les choses commencent à bouger. L'agriculture est, pour les gens, un véritable sujet. Ils sont de plus en plus attentifs à la qualité des produits, à leur provenance, aux marchés locaux.

L'agriculture urbaine se développe, retour des jardins (individuels, familiaux, collectifs), des vergers, des poulaillers urbains, ruchers en pleine ville (6 à Dijon), ... Nous savons qu'une autre agriculture est possible. Nous savons aussi «qu'on ne résoudra pas les problèmes avec les modes de pensées qui les ont engendrés» (Albert Einstein).

# SARDY-LÈS-ÉPIRY

Le 21 février 2014 s'est tenue au tribunal administratif de Dijon une audience consacrée à l'examen au fond de cinq requêtes sur les sept que nous avons lancées, les deux restantes étant l'autorisation ICPE de ERSCIA et l'autorisation de destruction des espèces protégées (version n°3) dont l'examen ne devrait plus tarder. Le Tribunal nous a informés qu'il délivrera ses jugements sur l'ensemble des recours.

## CARRIÈRE DE CHEVENON

La préfète vient de prendre un quatrième arrêté (10 février 2014) portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation de Lafarge, pour un nouveau délai de 4 mois.

La justification ? *«Les documents permettant de justifier le caractère substantiel ou non de la modification proposée par le pétitionnaire relative au mode et au lieu d'évacuation des matériaux n'ont toujours pas été fournis par la société».*

Si la modification d'un projet après le passage à l'enquête publique est substantielle il faut recommencer la procédure de demande d'autorisation.

Dans le dossier d'enquête publique, Lafarge annonçait l'évacuation des matériaux par une bande porteuse de 4 km le long de la départementale 200, traversée de la Loire et chargement de train à Imphy solution complètement improvisée qui s'est révélée irréalisable, comme nous l'avions souligné lors de l'enquête publique.

Lafarge s'est donc tourné apparemment, car nous n'avons aucune information officielle sur ce point, vers le canal latéral de la Loire ... Sauf que, dans son dossier de demande, il mentionnait qu'il écartait cette solution en raison de l'insuffisance de son gabarit.

Va-t-on vers un nouveau creusement du canal ???

**Loire Vivante** attend tout simplement de la préfète qu'elle veuille bien appliquer le Schéma Départemental des Carrières qui dispose *«qu'il ne sera pas accordé d'autorisations d'exploitation du gisement alluvionnaire sur de nouvelles surfaces»*. Ce projet est également incompatible avec le SDAGE Loire Bretagne, le PPRI (risque inondation). Il a reçu un avis défavorable des services instructeurs, A quoi riment ces atternoiments préfectoraux ?

**LVNAC - Avril 2014**